

Les sanctions imposées au Venezuela compromettent la mise en œuvre de projets sociaux



Caracas 16 février (RHC) La recrudescence des mesures coercitives des États-Unis sape aujourd'hui la capacité du gouvernement vénézuélien de mettre en œuvre des projets sociaux, précise le rapport de la rapporteuse spéciale de l'ONU, Alena Douhan.

Selon le rapport préliminaire, depuis 2000, l'État vénézuélien a mis en place des programmes de protection sociale dans les domaines du logement, de l'éducation, de l'alimentation, entre autres, sans frais pour le peuple ou bénéficiant de subventions substantielles.

Cependant, les sanctions mises en place au cours des dernières années ont accentué la crise économique qui a débuté en 2014 par la chute brutale des prix du pétrole, résume le document, publié à l'issue de la visite de l'experte des Nations Unies dans la nation sud-américaine.

En raison du blocus économique, le Venezuela a vu ses recettes en devises diminuer de 99%, ce qui a accentué le déficit de machines et de pièces de rechange nécessaires au développement productif et a eu des répercussions sur les secteurs de la santé, de l'alimentation et des services.

Le rapport souligne que les obstacles à l'importation de denrées alimentaires ont entraîné une augmentation de la malnutrition au cours des six dernières années et, partant, une aggravation de l'insécurité alimentaire.

La Rapporteuse spéciale a reconnu l'impact des mesures coercitives sur le programme de distribution de produits alimentaires par l'intermédiaire des Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) en réduisant la gamme des produits destinés à 6 millions de familles.

Dans le domaine de l'assistance, Douhan a cité en particulier la situation de l'hôpital cardiologique pour enfants de Caracas, qui fait face à une diminution du nombre de chirurgies d'une moyenne de mille interventions par an sur la période 2010-2014, à 162 en 2020.

De même, le détournement d'actifs de Citgo, la filiale de la Compagnie des Pétroles du Venezuela aux États-Unis, a empêché 53 enfants vénézuéliens d'avoir accès à des greffes du foie et de moelle osseuse dans des centres spécialisés en Italie et en Argentine.

Le manque des ressources financières et la réticence des entreprises étrangères à commercer avec les institutions publiques vénézuéliennes ont entraîné la suspension du Programme Canaima, lancé en 2015 pour assembler des ordinateurs portables à des fins éducatives.

Lors d'une conférence de presse organisée à l'issue de sa visite officielle dans la nation sud-américaine, l'experte indépendante de l'ONU a exhorté le gouvernement des États-Unis à lever toutes les mesures coercitives contre le Venezuela, considérant qu'elles étaient contraires au droit international.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/247843-les-sanctions-imposees-au-venezuela-compromettent-la-mise-en-oeuvre-de-projets-sociaux>



Radio Habana Cuba